

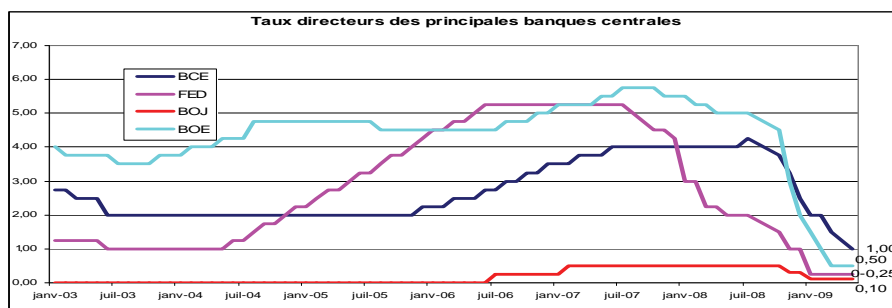


1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé le 2 septembre 2010 que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que ceux de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1 %, 1,75 % et 0,25 %. Le Président de la BCE observe que la reprise économique dans la zone euro devrait se poursuivre à un rythme modéré dans un contexte encore marqué par l'incertitude.



Chômage

Recul du nombre de demandeurs d'emploi sur un mois en France et baisse du taux de chômage au premier trimestre 2010...

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits au Pôle Emploi s'établit à 2 676 600 à fin juillet 2010, soit une baisse de 0,5 % sur un mois en données CVS-CJO (- 14 400 personnes). Sur un an, ce nombre augmente de 5,4 % (+ 5,2 % pour les hommes et + 5,7 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A croît de 17,1 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,3 % de la population active métropolitaine au deuxième trimestre 2010, en baisse de 0,2 point par rapport au premier trimestre 2009. En incluant les DOM, il s'établit à 9,7 %.

.....Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 10 % en juillet 2010, inchangé par rapport à juin. Il était de 9,6 % en juillet 2009. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,6 % en juillet 2010. Il était de 9,1 % en juillet 2009.

Inflation

Baisse des prix en France et du taux d'inflation dans la zone euro

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France baisse de 0,3 % sur un mois en juillet 2010 ; sur un an, il croît de 1,6 %. L'inflation sous-jacente en France s'élève en glissement annuel à 0,8 %.

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 1,6 % en août 2010. En juillet, il était de 1,7 %.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 7 septembre 2010 de laisser inchangé à 0,10 % son principal taux directeur. En juillet 2010, la production industrielle du Japon a progressé de 0,3 %. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont baissé de 1,1 % sur un an en juillet. Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 1,1 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 5,2 % contre 5,3 % en juin. En juillet 2010, les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 23,5 % et de 22,7 % sur un an et l'excédent commercial a progressé de 119 % en glissement annuel à 7,3 milliards d'euros.

Le PIB de la Chine a dépassé celui du Japon

Supervision financière dans l'Union européenne

Publication au Journal Officiel de la République

Réforme du crédit à la consommation

Outre-mer

Publications

Institutions de microfinance

La cherté du yen par rapport au dollar et à l'euro pénalisant les exportations japonaises, le premier ministre a annoncé un nouveau plan de relance économique d'un montant de 8,5 milliards d'euros.

Selon les données provisoires, le PIB de la Chine s'est établi à 1 337 milliards de dollars au deuxième trimestre 2010 contre 1 228 milliards pour le Japon. En juillet 2010, la production industrielle chinoise a progressé de 13,4 % en glissement annuel contre 13,7 % en juin. En juillet 2010, l'indice chinois des prix à la consommation a crû de 3,3 % sur un an contre 2,9 % en juin. Les exportations et les importations chinoises ont augmenté respectivement de 35,6 % et de 47,2 % sur les sept premiers mois de l'année en glissement annuel. L'excédent commercial s'est élevé à 84 milliards de dollars, soit une baisse de 20 % en glissement annuel. Le yuan a atteint son plus haut niveau en seize ans face au dollar mi-septembre.

La Commission européenne, le Parlement et le Conseil sont parvenus à un accord de principe sur la création de nouvelles autorités de surveillance des banques, assurances et marchés financiers européens. La nouvelle architecture comprendra :

- le Comité européen du risque systémique (CERS),
- le système européen de surveillance financière (SESF) composé de trois autres autorités européennes de supervision (AES) : l'Autorité bancaire européenne, l'Autorité européenne des assurances et l'Autorité européenne des marchés financiers.

Le CERS est chargé de détecter les risques pesant sur le système financier dans son ensemble et d'émettre des alertes afin que des mesures soient rapidement prises lorsque c'est nécessaire. Le Comité sera dirigé par le président de la BCE et comprendra les gouverneurs des 27 banques centrales nationales, un vice-président élu par les membres du CERS, le vice-président de la BCE, les présidents des trois nouvelles autorités européennes de surveillance et des observateurs (un représentant des autorités nationales de surveillance accompagnant chaque gouverneur de banque centrale nationale et le président du Comité économique et financier (CEF)).

Cet accord a été entériné par les ministres des Finances lors du Conseil Ecofin du 7 septembre 2010 et sera soumis au vote des eurodéputés lors de la session plénière qui se tiendra du 20 au 23 septembre 2010. Ces nouvelles autorités devraient entrer en fonction en janvier 2011.

1 – Fichier positif

L'arrêté de la ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi du 17 août 2010 nommant les seize membres du comité chargé de préfigurer la création d'un registre national des crédits aux particuliers a été publié au Journal Officiel de la République du 24 août 2010. Le comité sera présidé par M. Emmanuel Constans, président du Comité consultatif du secteur financier.

2 – Encadrer la publicité des crédits renouvelables

Le décret n° 2010-1005 du 30 août 2010 relatif au contenu et aux modalités des publicités portant sur les crédits renouvelables a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

3 – Encadrer les opérations de rachat de crédits

Le décret n° 2010-1004 du 30 août 2010 relatif aux offres de rachat et de regroupement de crédits a été publié au Journal Officiel de la République du 31 août 2010.

Le décret n° 2010-1048 du 1^{er} septembre 2010 relatif à la Commission nationale d'évaluation des politiques de l'Etat outre-mer a été publié au Journal Officiel de la République du 3 septembre 2010.

Le Comité de Bâle a publié un rapport sur la régulation des institutions de microfinance. Le Comité recommande d'adapter à leur situation spécifique la plupart des règles applicables aux banques de détail.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

<http://www.bis.org/publ/bcbs175.pdf>

2 - Actualité régionale

.....

Assemblée Générale du Conseil des Jeux du Pacifique à Nouméa

A un an des jeux du Pacifique, les 22 délégations des pays participants aux XIV^e Jeux du Pacifique se sont réunies du 23 au 30 août en Nouvelle-Calédonie, le pays organisateur. Plusieurs points ont été évoqués tels que les critères d'éligibilité des athlètes, la procédure de candidature et la désignation des pays organisateurs des jeux.

Après 1966 et 1987, c'est la troisième fois que la Nouvelle-Calédonie accueille les jeux du Pacifique. Pour l'édition de 2011, 15 milliards de F CFP seront investis par la Nouvelle-Calédonie pour la construction ou la rénovation d'infrastructures sportives sur les 37 sites qui accueilleront l'événement.

Agriculture en Australie

Une invasion massive de sauterelles volantes, qui a déjà touché, depuis avril 2010, les États australiens du Queensland, de la Nouvelle-Galles-du-Sud et du Victoria (côte Est), pourrait coûter, au cours des mois à venir, des milliards de dollars au secteur agricole. Dans l'État du Victoria, le Président de la fédération des syndicats d'agriculteurs, Andrew Broad, a déclaré que les dégâts anticipés aux cultures (et en premier lieu la récolte de blé à venir) pourraient largement dépasser les deux milliards de dollars australiens (1,4 milliard d'euros). Les cours mondiaux du blé (l'Australie produisant un cinquième du total mondial) devraient logiquement s'en ressentir à court terme.

3 – Brèves locales

.....

Finances du Territoire

Le 24 août dernier s'est tenue la séance d'ouverture de la session budgétaire du Territoire relative au vote du budget supplémentaire 2010.

Lors de son discours d'ouverture, le Préfet a indiqué que le Territoire ne pourrait pas avoir recours cette année à l'excédent du Service des Postes et Télécommunications pour équilibrer ses comptes. En effet, le SPT souffre d'une baisse de ses recettes de téléphonie (en lien avec les recours important à internet pour les liaisons internationales) et a par ailleurs dû mobiliser des fonds importants pour rétablir ses lignes à Futuna après le passage du cyclone Tomas.

Trafic aérien

D'après les données fournies par le Service d'Etat de l'Aviation Civile (SEAC), le trafic aérien international affiche une hausse de 8,2% de janvier à juin 2010 par rapport à la même période en 2009. Selon l'enquête « passagers » du Service Territorial de la Statistique et des Etudes Economiques (STSEE) remplie par 5 200 personnes au cours du premier semestre 2010 (soit près de 80 % du flux entrant), 66,2% des passagers entrants sur le Territoire sont résidents à Wallis-et-Futuna. Les non résidents sont à 95% de nationalité française.

Les tarifs promotionnels appliqués du 06 septembre au 8 décembre 2010 au départ de Wallis et Futuna et les congés scolaires devraient se traduire pour une amplification des mouvements de passagers d'ici la fin de l'année.

Mini-jeux du Pacifique à Wallis-et-Futuna

L'Assemblée Générale du Conseil des jeux du Pacifique qui s'est tenue à Nouméa la semaine du 23 août a été l'occasion pour le Comité Organisateur (COWF) de Wallis et Futuna de faire valider son rapport d'étape pour l'organisation des Mini-Jeux du Pacifique de 2013, malgré une réserve émise concernant la présentation budgétaire. Début octobre, le COWF 2013 recevra une mission d'appui pour reformater le budget initial et rencontrer l'ensemble des partenaires financiers engagés dans cette opération.

Des travaux d'infrastructures sur le site de Kafika (rénovation de l'ancienne salle et construction d'un nouveau complexe sportif) sont d'ores et déjà engagés pour accueillir les mini-jeux de 2013. Les investissements prévus incluent aussi la construction d'une maison des sports et l'aménagement des sites de voile et de rame.

Mouvement à l'IEOM

Mlle Anne-Charlotte TALBOT, du service des études de l'IEOM, a quitté le Territoire de Wallis-et-Futuna le 1^{er} septembre 2010 et a été remplacée le jour même par Mlle Sigatai SIAKINUU, de retour sur l'archipel après avoir terminé ses études en administration économique et social en métropole.

4 – Activités de l'Institut et suivi de place

Masse Monétaire

Légère hausse de M3 sur le mois

en millions de F CFP	juil-09	juin-10	juil-10	▲/mois	▲/an n
Circulation fiduciaire	1 935	1 951	1 993	2,16%	3,0%
Dépôts à vue	3 394	2 573	2 714	5,48%	-20,0%
Total M1	5 329	4 644	4 810	3,57%	-9,7%
M2-M1	571	521	536	2,88%	-6,1%
Total M3	6 636	5 662	5 858	3,46%	-11,7%

Concours à caractère bancaire

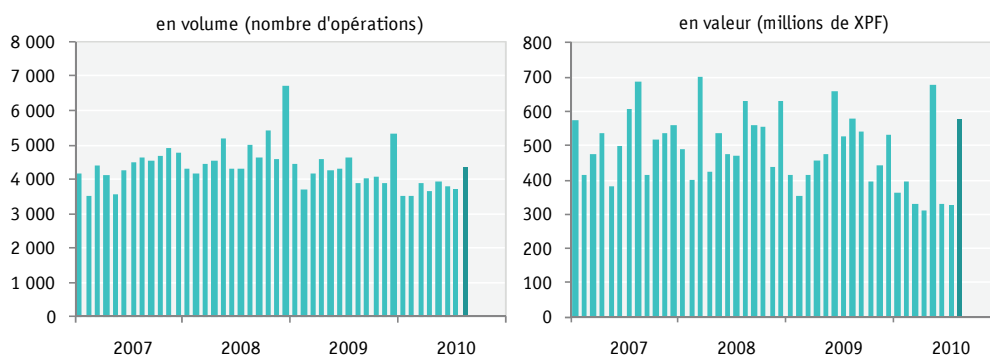
Forte baisse des concours bancaires sur un an

en millions de F CFP	juin-08	juin-09	juin-10	▲/an n-1	▲/an n
Crédits de trésorerie	993	994	859	0,1%	-13,6%
Crédits à l'équipement	1 338	1 558	1 331	16,4%	-14,6%
Crédits à l'habitat	672	565	418	-15,9%	-26,0%
Autres crédits	396	312	223	-21,2%	-28,5%
Sous total	3 399	3 429	2 831	0,9%	-17,4%
Créances douteuses brutes	677	718	769	6,1%	7,1%
Total	4 076	4 147	3 600	1,7%	-13,2%

Compensation

Forte hausse des opérations de compensation en valeur sur le mois

	août-09	juil-10	août-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Compensation (en nbre)	4 649	3 691	4 363	30 328	18,2%	-6,2%
Compensation (en millions de FCFP)	562	326	579	3 308	77,6%	3,0%



Incidents bancaires

Augmentation des incidents bancaires sur le mois

en nombre	août-09	juil-10	août-10	cumul 2010	▲/mois	▲/an
Incidents de paiement par chèque	66	56	69	593	23,2%	4,5%
Retraits de cartes bancaires	2	2	1	21	-50,0%	-50,0%

Interdits bancaires

Relative hausse des interdits bancaires

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	464	451	455	0,9%	-1,9%
- dont personnes physiques	453	439	443	0,9%	-2,2%
- dont personnes morales	11	12	12	0,0%	9,1%

Cotation

Augmentation mensuelle du nombre de cotes valides

en nombre	août-09	juil-10	août-10	▲/mois	▲/an
Cotes valides	44	36	40	11,1%	-9,1%
Cotes éligibles aux modes d'intervention de l'IEOM	17	12	13	8,3%	-23,5%

Les indicateurs de référence

			Données brutes	▲/mois	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)		2 ^e T 2010	103,47	-	3,2%
SMIG mensuel en XPF		avr-10	82 206	3,0%	3,0%
Nombre d'emplois salariés*		déc-09	1 997	-	-0,2%
Echanges extérieurs (millions de XPF)					
Importations	mensuelles	août-10	283	-57,0%	-47,3%
	cumulées	août-10	3 403	-	14,7%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	mensuels	août-10	54	-64,3%	-48,3%
Droits de douanes + taxes à l'entrée	cumulés	août-10	619	-	10,1%
Taxes intérieures de consommation	cumulées	août-10	265	-	-0,1%
SECTEURS D'ACTIVITÉ			Données brutes	▲/mois	▲/an
Energie					
Production nette d'électricité (milliers de kWh)		4 ^e T 2009	5 015	-	-6,0%
Consommation de gazole (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	689	2,8%	12,2%
Consommation d'essence (milliers de litres)	mensuelle	mai-10	169	-2,1%	0,0%
Transports					
Nombre de passagers en vols commerciaux extérieurs	mensuel	août-10	2 412	-1,6%	24,0%
	cumulé	août-10	18 648	-	8,9%
Nombre de passagers vols domestiques	mensuel	août-10	983	-2,7%	-8,2%
	cumulé	août-10	8 005	-	-2,0%
Touchées de navires porte-conteneurs	mensuelles	août-10	5	66,6%	-16,7%
	cumulées	août-10	35	-	-12,5%
Nombre d'immatriculations de véhicules neufs		août-10	5	66,6%	-50,0%

*chiffres provisoires

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWF, SWAFEPF, Aviation civile

5 - Principaux indicateurs (flux en cumul annuel, stock à la date indiquée)

	date	2009	2010	▲/an
Indice des prix à la consommation (base 100-juin 2008)	juin	100,30	103,47	3,2%
Entreprises				
nombre d'entreprises	juin	689	687	-0,3%
créations	juin	6	13	116,7%
fermetures	juin	8	30	275,0%
personnes morales en interdiction bancaire (nb)	août	12	12	0,0%
importations de biens d'équipement (M XPF)	août	447	549	22,9%
importations de véhicules utilitaires (M XPF)	août	5	50	900,2%
immatriculations de véhicules utilitaires neufs (nb)	août	43	33	-23,3%
Ménages				
emploi salarié (nb)*	déc	1 997	-	-
dont secteur privé*	déc	788	-	-
dont secteur public*	déc	1 209	-	-
montant horaire du Salaire minimum garanti (XPF)	1 ^{er} avril 2010	472,3	486,4	3,0%
personnes physiques en interdiction bancaire (nb)	août	453	443	-2,2%
décision retrait cartes bancaires	août	13	21	61,5%
incidents paiements sur chèques	août	819	593	-27,6%
importations de produits alimentaires (M XPF)	août	847	1055,1	24,5%
importations de biens de consommation courante (M XPF)	août	422	401	-4,9%
importations de véhicules de tourisme (M XPF)	août	54	117,7	117,2%
immatriculations de véhicules de tourisme neufs (nb)	août	57	34	-40,4%
Echanges extérieurs en millions de XPF				
importations	août	2 967	3403,2	14,7%
exportations	août	-	-	-
recettes douanières	août	835	892	6,8%
dont droits de douane + taxes à l'entrée (millions de XPF)	août	562	619	10,1%
dont taxes intérieures de consommation (millions de XPF)	août	265	265	-0,1%
Indicateurs financiers				
Dépôts à vue	juillet	3 394	2 817	-17,0%
M1	juillet	5 329	4 810	-9,7%
M2	juillet	5 900	5 243	-11,1%
Dépôts à terme	juillet	736	615	-16,5%
M3	juillet	6 636	5 858	-11,7%
ensemble des concours bancaires - toutes zones confondues				
Ménages	juin	1 563	1237	-20,9%
dont crédits à la consommation	juin	995	819	-17,7%
dont crédits à l'habitat	juin	565	418	-26,0%
Entreprises	juin	1 380	1194	-13,5%
dont crédits d'exploitation	juin	166	129	-22,3%
dont crédits d'investissement	juin	1 193	1011	-15,3%
dont crédits à la construction	juin	0	0	-
Collectivités locales	juin	365	320	-12,3%
Autres agents et CCB non ventilés	juin	123	80	-35,0%
créances douteuses brutes	juin	718	769	7,1%
taux de créances douteuses	juin	17,3%	21,4%	+ 4,1 pt
ensemble des actifs financiers				
Ménages	juin	2 882	2717	-5,7%
Sociétés	juin	2 574	1600	-37,8%
Autres agents	juin	4 154	4014	-3,4%
dont assurances-vie	juin	752	864	14,9%

*chiffres définitifs au 31/12/2009

Sources : STSEE, Caisse Locale de Retraite, Douanes, Administration Supérieure, EEWf, SWAFEPF, Aviation civile

6 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,25%	08/04/2009
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,00%	13/05/2009
taux de la facilité de prêt marginal	1,75%	13/05/2009

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	4,00%
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,55% à 6,00% (Taux SGGAS à partir du 01/08/2010)
taux de la facilité de prêt marginal	19/05/2009	1,75%	
taux de l'escompte de chèques	19/05/2009	1,75%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE

taux d'intérêt en fin de mois

	31/08/2010	30/07/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
EONIA	0,3920%	0,4230%	- 0,031 pt	0,4100%	- 0,018 pt
EURIBOR 1 mois	0,6220%	0,6450%	- 0,023 pt	0,4530%	+ 0,169 pt
EURIBOR 3 mois	0,8860%	0,8960%	- 0,010 pt	0,7000%	+ 0,186 pt
EURIBOR 6 mois	1,1370%	1,1450%	- 0,008 pt	0,9940%	+ 0,143 pt
EURIBOR 12 mois	1,4140%	1,4170%	- 0,003 pt	1,2480%	+ 0,166 pt

taux de base bancaire

	taux	date d'effet
banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
banques locales	8,90%	02/03/1996
taux d'intérêt légal	taux JORF	
année 2010	0,65%	11/02/2010
année 2009	3,79%	11/02/2009

taux d'intérêt en moyenne mensuelle

	31/08/2010	30/07/2010	Var. M-1	fin 12/09	Var. fin 08
TEMPE	0,4199%	0,4768%	- 0,085 pt	0,3476%	+ 0,044 pt
EURIBOR 1 mois	0,6400%	0,5830%	+ 0,057 pt	0,4790%	+ 0,161 pt
EURIBOR 3 mois	0,8950%	0,8480%	+ 0,047 pt	0,7120%	+ 0,183 pt
EURIBOR 6 mois	1,1470%	1,1040%	+ 0,043 pt	0,9950%	+ 0,152 pt
EURIBOR 12 mois	1,4210%	1,3730%	+ 0,048 pt	1,2420%	+ 0,179 pt
TMO	2,9600%	3,2700%	- 0,310 pt	3,7400%	- 0,780 pt
TME	2,7600%	3,0700%	- 0,310 pt	3,5400%	- 0,780 pt
TRBOSP	2,7800%	3,2800%	- 0,500 pt	3,7600%	- 0,980 pt

Définitions

EONIA: Euro OverNight Index Average
 TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
 EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate
 TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)
 TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)
 TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)

taux des euro-monnaies

devise	USD			JPY			GBP		
	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009	31/08/2010	30/07/2010	31/12/2009
taux JJ	0,240%	0,355%	0,145%	0,095%	0,160%	0,430%	0,595%	0,490%	0,465%
3 mois	0,400%	0,750%	0,375%	0,360%	0,425%	0,305%	0,840%	0,850%	2,850%
10 ans emprunts phares	2,520%	2,910%	3,840%	0,990%	1,060%	nd	2,820%	3,330%	3,020%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er juillet 2010)

Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,27%
Prêts à taux fixe	6,09%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	4,99%
Prêts à taux variable	5,35%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	6,25%
Prêts relais	5,96%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	13,39%
Crédits de trésorerie		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,93%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	21,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	19,27%		
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	8,61%		Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)

TAUX DE CHANGE

Parité XPF / EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR

Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	94,1102	1 NZD/XPF	65,6138	1 HKD/XPF	12,0961	1 GBP/XPF	144,6796	
100 JPY/XPF	111,4521	1 AUD/XPF	85,4689	1 SGD/XPF	69,4072	100 VUV/XPF	92,7403	1 FJD/XPF	49,3045
1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,268	NZD	1,8187	HKD	9,8653	GBP	0,8248
JPY	107,07	AUD	1,3962	SGD	1,7193	VUV	128,673	FJD	2,4203